

Arguments pour la lutte sociale n° 30

du 27 janvier 2016

En bas, en haut ...

En bas :

- grève ce 26 janvier dans la fonction publique en plein état d'urgence appelée par les fédérations CGT, FO, Solidaires, et la quasi-totalité des sections et syndicats de la FSU (dont la direction n'a pas appelé, «protocole PPCR » oblige ...) : mal préparée, confuse, tue dans les médias, cette grève a néanmoins permis des regroupements nombreux, souvent majoritaires, dans des centaines de services, de collectivités locales, et surtout elle a vu le mouvement de fond contre la réforme du collège ressurgir, intact, et poser la question de l'abrogation, et donc la question de l'action unie, centrale, pour battre et défaire ce gouvernement.

L'irruption et ou le retour, le même jour, de mouvements des chauffeurs de taxis, des paysans ..., loin de disperser les choses, souligne leur unité : oui, c'est tous ensemble qu'il faudrait s'unir contre la destruction généralisé des droits.

- pour la relaxe des 8 militants CGT de Goodyear condamnés à la prison ferme par le gouvernement, en quelques jours, déjà plus de 150 000 signatures !

- samedi 23 janvier, à la salle de la porte de Charenton, 1500 participants pour un meeting combatif et offensif exigeant le retrait de l'état d'urgence : nous reproduisons ci-dessous l'appel adopté à la fin du meeting, sur la signification politique duquel nous aurons l'occasion de revenir.

En haut, ce mercredi 27 janvier :

- on n'y croyait plus : Christiane Taubira démissionne ! La particularité de cette démission est sa date tardive. La ministre néo-radicale, attaquée de manière continuellement raciste et violente par une partie de la droite, était devenue un symbole, jusque là utile à Hollande et Valls - un pur symbole, n'exprimant strictement aucune politique différente. Mais même un tel symbole n'a plus sa place dans un tel gouvernement.

- le même jour, l'article 2 du projet de révision constitutionnelle de MM. Hollande et Valls reçoit une nouvelle rédaction officielle : « *La loi fixe les conditions dans lesquelles une personne peut être déchue de la nationalité française ou des droits attachés à*

celle-ci lorsqu'elle est condamnée pour un crime ou un délit qui constitue une atteinte grave à la vie de la nation. » Le tam-tam faisant office de rideau de fumée est immédiatement actionné : l'atteinte à l'égalité des citoyens et au droit du sol seraient effacées !

En fait, la déchéance de nationalité peut, tout autant que dans la première version et même encore plus puisqu'elle s'applique à tous, « fabriquer » des apatrides, mais surtout, les mots clefs de la nouvelle version sont : « ou un délit ». On nous a seriné que la « déchéance » ne visait que les terroristes de haut vol, et voilà que la privation de tout droit politique et civil est introduite, dans la constitution, pour... les délit !

C'est en réalité une aggravation supplémentaire dans la fuite en avant autoritaire où est engagé l'exécutif.

Résumons-nous : en bas, on a une base de la société qui ne veut plus, qui accepte de moins en moins. En haut, on fonce droit dans le mur avec des mouvements de menton, mais tout en se livrant à des virages erratiques, un petit coup d'État suivant l'autre. Jusqu'à quand ?

Les états-majors politiques et les directions syndicales nationales semblent avoir accepté, et font en sorte, que ce soit jusqu'aux élections présidentielles de 2017, bien que les propres gesticulations du couple exécutif, désormais étayé par M. Sarkozy en personne (ce qui ne le renforce pas forcément !), soient désormais un facteur supplémentaire d'instabilité !

Non, nous n'irons pas aux présidentielles comme à une fatalité dont l'issue serait connue d'avance, d'autant que MM. Hollande et Valls tentent, avant ces élections, d'instaurer le régime autoritaire, la V° République parachevée, dont nous menaceraient M. Sarkozy et Mme Le Pen !

Avant 2017, il y a, ici et maintenant, le printemps 2016.

Il faut défaire ce gouvernement sur le code du travail, et c'est possible : non en multipliant les mobilisations dans tous les sens (il y en a déjà), mais en les unissant, et en les centralisant.

Il faut défaire ce gouvernement sur la réforme du collège, et c'est, pareillement, possible (les premiers reculs désordonnés de la ministre sur les classes bilangues l'ont au passage confirmé).

Il faut le défaire sur l'état d'urgence et son offensive contre les libertés démocratiques, civiles et politiques.

Ces questions se rejoignent. En ayant décidé d'une délégation se rendant à l'Élysée, le meeting du 23 janvier contre l'état d'urgence indique la direction à prendre, partout.

Appel du 23 janvier : Hollande-Valls, levez l'état d'urgence !

Nous, 1 500 participants au meeting convoqué pour la levée de l'état d'urgence à l'appel des 333 ce 23 janvier 2016 à Paris ;

Réunis au lendemain de l'annonce provocatrice de Hollande de prolonger pour trois mois l'état d'urgence, et de l'affirmation de Manuel Valls, pour qui celui-ci pourrait être maintenu « *jusqu'à ce qu'on puisse en finir avec Daech* » ;

Appuyés par les 12 000 signataires de l'appel des 333 ;

Après avoir entendu les prises de parole de :

- **Patrick Baudouin**, avocat, président d'honneur de la FIDH
- **Esther Benbassa**, sénatrice, vice-présidente de la commission des lois
- **Denis Collin**, philosophe
- **Jean-Jacques Marie**, historien
- **Nicolas Bonnet-Oulaldj**, membre du conseil national du PCF
- **Olivier Besancenot**, NPA
- **Sergio Coronado**, député Vert
- **Daniel Dutheil**, syndicaliste AP-HP
- **Wladimir Susanj**, syndicaliste, Paris
- **Mathilde Zylberberg**, Syndicat de la magistrature
- **Vincent Présumey**, syndicaliste enseignant
- **Noël Mamère**, député
- **Danielle Simonnet**, coordinatrice du PG
- **Jean Hedou**, syndicaliste, Paris
- **Dominique Gros**, universitaire
- **Daniel Gluckstein**, secrétaire national du POID
- **Eric Le Courtois**, syndicaliste, Côtes-d'Armor
- **Dominique Coujard**, magistrat honoraire, ancien président de la cour d'assises de Paris
- **Patrick Picard**, syndicaliste, Paris
- **Jean-Jacques Karman**, membre du conseil national du PCF
- **Claude Charmont**, syndicaliste, Seine-et-Marne
- **Jacques Cotta**, journaliste et réalisateur

Et les messages de :

- **Mickaël Wamen**, syndicaliste Goodyear condamné
- **Rony Brauman**
- **Isabelle Attard**, députée
- **Jacques Nikonoff**, porte-parole du Parti de l'émancipation du peuple

Nous adressons un message de solidarité aux travailleurs condamnés de Goodyear et exigeons l'arrêt immédiat des poursuites à leur encontre.

Nous réaffirmons notre exigence de levée immédiate d'un état d'urgence dont tous les orateurs, dans leur diversité, ont montré qu'il est liberticide et menace tous les droits démocratiques existants.

Nous appelons à amplifier la campagne pour la levée de l'état d'urgence et contre sa prolongation annoncée par le président.

Nous nous félicitons de la multiplication d'initiatives qui, comme nous, exigent la levée de l'état d'urgence.

Nous appelons à soutenir la délégation qui se rendra auprès de François Hollande pour faire entendre cette exigence.

Nous appelons à la mobilisation la plus large dans l'unité pour mettre en échec le projet de réforme constitutionnelle par lequel François Hollande prétend graver dans le marbre cette remise en cause permanente de la démocratie.

Dans le respect des positions et des engagements des uns et des autres, mobilisons-nous dans tout le pays pour dire, par dizaines et centaines de milliers :

- **Non à la réforme constitutionnelle !**
- **Levée immédiate de l'état d'urgence !**

Nous mandatons la tribune du meeting pour faire connaître cet appel et développer la campagne au niveau national, dans les communes et les départements.

Appel adopté par les 1 500 participants au meeting du 23 janvier 2016, Espace Charenton (Paris).



Le 13 septembre dernier, Shahrokh Zamani, un des fondateurs du Syndicat des peintres, qui purgeait une peine de prison de 11 ans depuis juin 2011 était retrouvé mort dans sa cellule dans des conditions suspectes, après plusieurs séances de torture. Contrairement à Hassan Rouhani, représentant de la très réactionnaire théocratie d'Iran, lui ne sera jamais reçu à l'Élysée ! Liberté pour tous les militants ouvriers emprisonnés en Iran !

Aider à faire connaître notre bulletin :

- Partagez en favori notre site: <https://aplutsoc.wordpress.com/>
- Utilisez la fonction **Suivre** offerte par Wordpress (bouton en bas à droite de l'écran)
- Utilisez la fonction **RSS** accessible dans la colonne de droite du site
- Faites tourner notre bulletin en PDF dans votre entourage
- **Envoyez nous critiques et contributions auxquelles nous donnerons suite dans la mesure de nos ressources disponibles.**